

# Conférence du désarmement

3 mars 2011  
Français

---

## Compte rendu définitif de la mille deux cent treizième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 3 mars 2011, à 10 h 20

*Président:* M. Pedro Oyarce ..... (Chili)

**Le Président** (*parle en espagnol*): Bonjour, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les délégués. Je déclare ouverte la 1213<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant de commencer nos travaux d'aujourd'hui, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à Son Excellence l'Ambassadeur Kwon, nouveau Représentant permanent de la République de Corée. Notre collègue, riche d'une abondante expérience du multilatéralisme, a notamment travaillé pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), et il a été Directeur général du Comité présidentiel du Sommet du G-20 de Séoul. Monsieur l'Ambassadeur, nous sommes convaincus que vous saurez contribuer utilement aux travaux de cette instance.

Dans quelques instants, nous ouvrirons nos travaux d'aujourd'hui, qui portent sur la question des matières fissiles, mais je voudrais tout d'abord vous faire part de certaines idées, face à l'intérêt visible suscité par les discussions techniques et politiques sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Je crois que la présente séance plénière serait plus productive si nous abordions de façon concrète la définition de deux termes, à savoir, notamment, les termes «matières fissiles» et «production». Il serait également utile d'examiner les options viables pour une vérification effective et de prendre en compte la question des stocks.

Au cours des dernières semaines écoulées, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nous a fait parvenir un certain nombre de propositions. Il a notamment proposé l'idée d'engager un processus préparatoire informel destiné à faciliter la négociation d'un futur traité. Par ailleurs, lors du segment de haut niveau, il nous a exhortés, à plusieurs reprises, à engager un travail sur cette question. Il est utile de s'appuyer sur plusieurs avis d'États membres en ce qui concerne la portée du traité et la nécessité de réduire la quantité de matières fissiles.

L'idée d'un moratoire a également été proposée, la crainte étant de voir des acteurs non étatiques utiliser des matières fissiles. Il a également été proposé d'aborder les négociations dans un esprit de flexibilité. On se rappelle que le Brésil a proposé une approche globale comportant une convention générale accompagnée de deux protocoles relatifs à la production future et aux stocks.

Je me demande s'il nous serait possible de réexaminer ces différents points. Je me demande aussi si la Conférence ne devrait pas réexaminer ou revisiter le mandat Shannon, compromis délicat qui était destiné à répondre à diverses préoccupations. J'espère qu'au cours de la présente séance, nous pourrions examiner ces différents points, qui s'inscrivent en complément du débat général constructif qui a eu lieu sous la présidence canadienne.

Je sais qu'on se répète facilement, mais il est parfois des points que la nécessité politique exige de répéter. Il est à souhaiter que ces débats plus ciblés nous contraignent à faire entrer nos travaux dans une nouvelle phase et à adopter de nouvelles méthodes de travail.

C'est pour cette raison que j'ai souhaité partager ces idées avec vous, dans le contexte d'une question qui, je le sais, est une question sensible. Cela étant, je voudrais donner la parole à notre premier orateur, qui est l'Ambassadeur Woolcott, de l'Australie. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Woolcott** (Australie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi de souhaiter aussi la bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Haeryong, et je me réjouis de la coopération étroite qui, traditionnellement, unit l'Australie et la République de Corée dans le domaine du désarmement.

Les délégations se souviendront que, le 17 février, j'ai brièvement rendu compte à la Conférence du désarmement de la réunion parallèle d'experts consacrée à la question des définitions à inclure dans un traité sur les matières fissiles. J'ai dit ce jour-là que je ferais un compte rendu plus détaillé de cette réunion à la Conférence, et c'est ce que je fais aujourd'hui.

La présente déclaration offre un aperçu du rapport écrit de cette réunion que je suis en train de parachever, et qui sera soumis en tant que document officiel de la Conférence du désarmement pour information et pour le bénéfice de tous les membres de la Conférence et des États observateurs.

Du 14 au 16 février 2011, l'Australie et le Japon ont organisé conjointement au Palais des Nations, à Genève, une réunion parallèle d'experts, de trois jours, consacrée aux définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. J'ai présidé cette manifestation, avec l'appui dans mon travail de M. Bruno Pellaud (Suisse) en ses qualités de Vice-Président et de Rapporteur. Des représentants d'environ 45 États membres de la Conférence du désarmement et d'une dizaine d'États ayant qualité d'observateurs ont participé à cette réunion, de même que des représentants du Bureau des affaires de désarmement, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). La réunion avait pour thème les définitions susceptibles de figurer dans un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, couramment appelé «Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles».

Le but de cette manifestation était avant tout d'instaurer la confiance quant au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et de donner une impulsion aux négociations sur ce traité à la Conférence du désarmement sur la base du document CD/1299 et du mandat y énoncé. Plus généralement, l'objectif était d'orienter et appuyer les travaux de la Conférence et d'instaurer la confiance parmi ses États membres et les États ayant qualité d'observateurs. Cette réunion, organisée par deux États membres de la Conférence, se voulait être utile à l'ensemble des États membres et des États ayant qualité d'observateurs.

Vous le savez, loin d'être le lieu de négociations ou de prénégociations, cette réunion a offert l'occasion d'un échange de vues. Aucun accord n'a été recherché et aucune décision n'y a été prise. Les vues exposées durant cette manifestation ne préjugeaient en rien de ce que seraient les positions des pays lorsque les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles commenceraient à la Conférence du désarmement.

La réunion s'est déroulée en quatre étapes: une séance préliminaire, le 14 février, suivie de trois séances de débat, les 14, 15 et 16 février. Le 14 février, M. Kevin Alldred, de la Division du cycle du combustible nucléaire et de la gestion des déchets (AIEA) a ouvert la manifestation par un exposé sur le cycle du combustible nucléaire.

La première des trois séances de débat, qui s'est également tenue le 14 février, a été consacrée à la définition qui pourrait être donnée de l'expression «matières fissiles» dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Le lendemain, 15 février, la deuxième séance de débat a porté sur la façon dont le terme «production» pourrait y être défini. Le 16 février, les participants ont débattu des éventuelles autres définitions présentant un intérêt dans le cadre du traité.

Monsieur le Président, je voudrais souligner que la présente déclaration et le rapport à venir sont des résumés établis par mes soins des trois séances de débat tenues durant la réunion. Ils n'ont pas vocation à couvrir de façon exhaustive la question des définitions devant figurer dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, pas plus qu'ils n'énoncent de conclusions quant aux mérites des solutions proposées. Les points de vue exprimés ne sont pas imputés à leurs auteurs (à l'exception du mien et de celui du Vice-

Président). Par ailleurs, ce document n'a pas pour but de prédéterminer la conduite des futures négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement.

L'objectif de l'Australie et du Japon, dans ce contexte, est bien d'orienter et appuyer les travaux de la Conférence du désarmement, de susciter – y compris aujourd'hui – la poursuite d'échanges de fond à la Conférence sur les questions se rapportant à un tel traité, et d'aider toutes les délégations en facilitant le type d'apprentissage susceptible de promouvoir des progrès sur cette importante question à la Conférence du désarmement.

Les deux premières séances de débat ont offert aux participants l'occasion d'échanger leurs vues sur les définitions de «matières fissiles» et de «production» devant figurer dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Les définitions de «matières fissiles» et de «production» étant liées, il est rendu compte conjointement des débats s'y rapportant.

Dans sa présentation des séances consacrées aux expressions «matières fissiles» et «production», le Vice-Président a formulé un certain nombre de propositions à examiner, afin de stimuler les débats. S'agissant des matières fissiles, le Vice-Président a fait observer que les isotopes correspondants étaient l'uranium 233, l'uranium 235, le plutonium 239, le neptunium 237 et les isotopes impairs de l'américium.

Afin de proposer une gamme d'options pour définir la production et favoriser la discussion, le Vice-Président a présenté un certain nombre de points de départ possibles pour produire tant de l'uranium que du plutonium. Pour la production d'uranium, ces points de départ comprenaient l'uranium sous la forme de concentré (concentré orange d'oxyde d'uranium ou «yellow cake»), l'uranium 235 enrichi au-dessus du niveau naturel (0,7 %), l'uranium enrichi au-dessus de 5 %, ou l'uranium enrichi à 20 % ou plus.

Pour la production de plutonium, ces points de départ comprenaient l'irradiation de l'uranium, la manutention du combustible irradié, ou le retraitement du combustible irradié (opération consistant à séparer le plutonium du combustible irradié). Durant les discussions qui ont suivi, les participants ont proposé ou mentionné quatre grandes options pour définir les «matières fissiles» et la «production» qui feraient l'objet du traité sur l'arrêt de la production des matières fissiles. Ces quatre options sont énoncées sur la première page du document qui vous a été remis.

Monsieur le Président, je tiens à souligner que ces options sont ce qu'elles sont: des «options». Elles ne sont pas exhaustives. Des options que les participants à la réunion parallèle d'experts n'ont pas proposées peuvent très bien être proposées dans le cadre des futures propositions à la Conférence du désarmement, et, en tout état de cause, dans les discussions qui pourraient avoir lieu à la Conférence du désarmement ou en dehors.

Les quatre options présentées dans ce tableau comprennent une échelle variable de qualités isotopiques: la première option, pour laquelle les matières fissiles comporteraient des valeurs élevées d'uranium enrichi et de plutonium, les deuxième et troisième options, pour lesquelles les matières fissiles seraient constituées d'uranium fortement enrichi et de plutonium (normalement après séparation produite par retraitement), et la quatrième option, où les matières fissiles seraient constituées d'uranium enrichi au-dessus du niveau naturel, de plutonium, d'uranium 233 et de neptunium produit par irradiation.

Parmi les participants qui ont proposé ou mentionné des options particulières, la plupart ont fait référence aux définitions 3 et 4. Certains de ceux qui ont proposé la définition 3 en ont présenté des variantes. Ces variantes peuvent être résumées sur la deuxième page du document qui vous a été remis. Les principales variantes s'articulaient autour de la question de savoir si les matières fissiles visées par le traité pourraient

comprendre le neptunium et l'américium et si la production visée par le traité pourrait comprendre l'enrichissement en plutonium 239 par séparation isotopique.

Les discussions sur les définitions des «matières fissiles» et de la «production» ont fait ressortir un certain nombre de questions – y compris certaines divergences – dont il est probable qu'elles influenceront sur les négociations relatives au traité dans le cadre de la Conférence du désarmement. Permettez-moi d'en résumer brièvement certains des éléments.

Le Vice-Président a estimé qu'un ensemble cohérent de caractéristiques permettrait peut-être d'évaluer efficacement les options pour les définitions relatives au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Cet ensemble pourrait comprendre les éléments suivants: vérifiabilité – rendre la vérification possible sur les plans technique et organisationnel; confidentialité – réduire le plus possible les risques de prolifération liés aux activités d'inspection et de vérification; coûts – ils pourraient être importants à la fin du processus de négociation.

Les remarques faites par le Vice-Président ont suscité de multiples observations. Certains ont considéré que cet ensemble était trop restreint et ont suggéré en particulier d'y ajouter la non-discrimination entre les États dans le contexte du traité sur les matières fissiles. Certains se sont demandé si les coûts pouvaient être un critère d'évaluation dans une phase technique préliminaire; ces coûts ne pouvaient être déterminés que dans une perspective large incluant les définitions, les objectifs, la portée et surtout la vérification.

Faisant observer l'existence de liens entre les définitions et d'autres questions (notamment les objectifs, la vérification et la portée), certains ont souligné combien il était important de mettre au point une gamme d'options «sélectionnables» pour les définitions, tout particulièrement celles des «matières fissiles» et de la «production». La «sélectionnabilité» des options serait utile lorsque les considérations plus larges relatives aux objectifs du traité, à sa portée, à la vérification et aux coûts seraient abordées au cours des négociations.

Il y a aussi eu un débat sur la question de savoir s'il fallait créer de nouvelles définitions pour les «matières fissiles» et la «production» ou si les définitions et catégories de l'AIEA étaient suffisantes. D'aucuns ont fait valoir qu'un ensemble de définitions «scientifiques» fondé sur des matières et activités spécifiques était approprié. Certains ont fait valoir que les définitions et catégories de l'AIEA constituaient un bon point de départ, avec peut-être certaines modifications pour prendre en compte le neptunium et l'américium.

Certains ont dit qu'ils s'inquiétaient des effets négatifs que pourrait avoir sur le système de garanties de l'AIEA le fait d'appliquer dans le cadre du traité des définitions plus larges ou différentes de celles employées par l'AIEA. Leurs arguments étaient que de telles définitions pourraient donner l'impression que les définitions et catégories de l'AIEA et, partant, le système de garanties de l'AIEA présentaient des lacunes.

«Produits fissiles spéciaux plus neptunium» et «matières d'emploi direct non irradiées» ne sont pas les seules options possibles pour la définition des «matières fissiles» et (implicitement) la définition de la «production» dans le traité. Mais c'étaient les deux options les plus mises en exergue dans les discussions qui ont eu lieu durant la réunion parallèle d'experts. Les discussions sur ces deux options ont porté sur les questions susceptibles d'influer sur les négociations du traité dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Les partisans de l'option «produits fissiles spéciaux plus neptunium» se sont dits préoccupés par les incidences qu'aurait l'adoption de définitions plus étroites à la fois des «matières fissiles» et de la «production», lesquelles n'incluraient ni l'uranium enrichi à de faibles niveaux ni la production de plutonium par irradiation. Leurs préoccupations

portaient notamment sur des questions telles que les effets sur le régime établi par le TNP du fait de l'éventuelle création de lacunes juridiques pouvant faciliter l'emploi de matières fissiles pour fabriquer des armes.

Les partisans de l'option «matières d'emploi direct non irradiées» ont dit que les définitions devraient être axées sur les matières et les activités qui présentaient un risque pour l'objet et le but du traité. Selon la logique de cette argumentation, on pourrait choisir des définitions plus étroites qui seraient renforcées par des activités de vérification aux «points de passage obligé» de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. Ces «points de passage obligé» étaient l'enrichissement de l'uranium à un niveau où la possibilité de son emploi pour la fabrication d'armes commençait à se dessiner, ainsi que le retraitement, processus par lequel le plutonium devenait, au sens physique, utilisable pour fabriquer des armes. La prise en compte du plutonium irradié rendrait la vérification très coûteuse sans pour autant accroître l'efficacité du traité. Il ne s'agissait pas là seulement de la question de coûts financiers pour les divers États, mais aussi de celle des ressources dont aurait besoin toute institution chargée de vérifier le respect du traité.

Lorsque ces différences se sont fait jour, il est à noter qu'un partisan de la définition «produit fissile spécial plus neptunium» a estimé que, sous cette définition, différents niveaux de vérification pourraient être envisagés, en fonction du caractère stratégiquement sensible de la matière fissile considérée. Il pourrait par exemple y avoir un faible niveau de vérification pour le plutonium irradié présent dans le combustible irradié et pour l'uranium faiblement enrichi, et un niveau de vérification élevé pour le plutonium séparé et pour l'uranium fortement enrichi.

Ainsi, malgré les différences entre «produits fissiles spéciaux plus neptunium» et «matières d'emploi direct non irradiées», certains ont fait observer que l'écart entre les deux définitions pouvait être plus étroit qu'il n'apparaissait à première vue, lorsque l'on réfléchissait aux activités de vérification possibles correspondant à ces options.

Certains participants ont préconisé d'inclure le neptunium dans la définition des «matières fissiles» auxquelles s'appliquerait le traité. Tout en reconnaissant que d'importantes quantités de neptunium ne pouvaient probablement être produites que dans de grandes usines de retraitement, ils ont souligné l'intérêt qu'il présentait comme matière fissile et ont fait valoir qu'en ne le prenant pas en compte dans le traité on risquait de favoriser sa production pour la production d'armes nucléaires.

Monsieur le Président, ce sont là quelques-uns des éléments des deux premières séances de débat. La troisième séance de discussion a été l'occasion pour les participants de mentionner d'autres définitions qui pourraient être utiles dans le futur traité.

Le Vice-Président a posé la question de savoir comment les stocks pourraient être définis si les États décidaient d'inclure dans le champ du traité les stocks existants de matières fissiles. D'intenses débats ont eu lieu sur la question des stocks existants, mais l'on pourrait réfléchir davantage à ce que cela pourrait signifier sur les plans pratique et matériel.

Le Vice-Président a fait observer que les questions techniques et les questions de confidentialité qui se posaient dans le cadre de la vérification pourraient être complexes. Il a suggéré pour les matières fissiles trois regroupements qui pourraient servir de base au débat sur les aspects associés de la vérification, si les États décidaient d'inclure les stocks existants de matières fissiles dans le champ du traité: composantes d'armes stockées (cœurs) dans les entrepôts d'armes; stocks en vrac (mélanges pour armes) dans les installations de fabrication ou les entrepôts d'armes; matières en vrac (poudres ne permettant pas de fabriquer directement des armes) stockées séparément dans d'autres installations moins sensibles.

Les observations du Vice-Président ont suscité de multiples réactions dans le cadre desquelles la question était examinée non seulement sur le plan des définitions, mais aussi sur ceux de la vérification et de la portée. Certains ont soulevé la question de savoir si les stocks, dans le cas où ils seraient inclus dans le champ du traité, devraient ou pourraient être définis techniquement, plutôt que politiquement ou juridiquement. Certains ont fait état des relations et de la distinction entre les «catégories techniques» de stocks (telles que celles suggérées par le Vice-Président) et les «définitions politiques» (par exemple les «matières déclarées excédentaires, mais non vérifiées» et les «matières déclarées excédentaires et vérifiées»).

En ce qui concerne les questions de portée et de vérification, certains ont dit qu'ils préféreraient une définition large des stocks. Une approche qui, de manière vérifiable, prendrait en compte les stocks de la manière la plus large possible permettrait de réaliser les objectifs à la fois de désarmement et de sûreté nucléaire. Certains ont fait remarquer la complexité technique de la vérification des stocks (il y aurait des centaines de types de cœurs et plusieurs dizaines de milliers de cœurs).

Les participants se sont penchés sur la question de savoir s'il fallait définir l'expression «installation de production» dans le traité. Le Vice-Président a estimé que la définition de l'«installation de production» serait essentiellement fonction de la définition retenue pour «matières fissiles» et «production» et qu'à chaque combinaison possible de définition des deux expressions correspondrait une liste des installations visées.

J'ai estimé que, lors des négociations, il faudrait réfléchir à la façon de traiter les installations à petite échelle (expériences en laboratoire par exemple). Il ressortait de l'objectif général énoncé pour le futur traité dans le document CD/1299 que les grandes installations de retraitement ou d'enrichissement produisant d'importantes quantités de matières seraient des éléments essentiels à prendre en compte lors des négociations, mais il était justifié d'étudier la question des installations expérimentales fonctionnant à l'échelle des laboratoires.

À ce stade, certains ont en outre fait observer que si la production n'était définie que comme une activité, le champ du traité couvrirait non seulement les usines commerciales d'enrichissement et de retraitement fonctionnant à une grande échelle, mais aussi les expériences réalisées à petite échelle dans des laboratoires. Le Vice-Président et certains participants ont fait observer qu'il existait des précédents et des arguments pratiques à l'appui de l'exception faite pour les installations à petite échelle.

Certains ont fait observer qu'en plus de la définition des installations de production pertinentes il était important de prendre en compte l'état de fonctionnement desdites installations, de même que les concepts de démantèlement et d'irréversibilité.

Notant la référence dans le document CD/1299 à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, certains ont estimé qu'il pourrait être nécessaire de définir dans le traité les «dispositifs explosifs nucléaires». D'autres se sont interrogés sur la nécessité de définir cette expression et ont rappelé les difficultés qui avaient été rencontrées pour établir une telle définition durant les négociations du TICE. Dans le contexte de cette discussion, il y a aussi eu débat sur la question de savoir si le traité devait faire expressément référence aux «explosions nucléaires à des fins pacifiques» ou si ce concept avait déjà effectivement été invalidé.

Le débat qui s'est tenu sur les définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles a certes été intense mais n'a été aucunement exhaustif. Qui plus est, il a fait ressortir l'interdépendance de certaines définitions entre elles, ainsi qu'entre les définitions et d'autres éléments clefs d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, notamment la vérification et la portée de l'instrument. J'ai beaucoup

appris des interventions et des débats qui ont eu lieu lors de la réunion parallèle d'experts, et j'espère que c'est aussi le cas des autres.

Grâce à l'occasion ainsi offerte aux États membres de la Conférence du désarmement et à ceux qui ont qualité d'observateurs de s'informer et de débattre de façon soutenue sur les définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, j'espère que la réflexion sur les solutions proposées s'en trouvera stimulée, tout comme celle sur les autres solutions envisageables non soulevées lors des débats ou encore sur les considérations plus vastes d'ordre technique et politique appelées à étayer les futures négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement.

Je remercie les États membres de la Conférence et ceux ayant qualité d'observateurs qui ont participé à la réunion, et tout particulièrement les experts qui se sont déplacés jusqu'à Genève pour l'occasion, venant parfois d'assez lointains pays. Je remercie M. Kevin Alldred pour son exposé riche d'informations fort utiles sur le cycle du combustible nucléaire; je suis reconnaissant à l'AIEA d'avoir facilité la participation de M. Alldred à la réunion. Je remercie tout spécialement M. Bruno Pellaud pour son aide, sa participation et son concours en tant que Vice-Président et Rapporteur de la réunion, et sait gré à la Suisse et, en particulier, à M. Jürg Lauber, Ambassadeur et Représentant permanent de la Suisse à la Conférence du désarmement, d'avoir facilité la participation de M. Pellaud. Je remercie aussi les interprètes qui, aujourd'hui, ont dû interpréter cette intervention dense et plus longue qu'à l'habitude.

Enfin, je remercie le Japon et, en particulier, mon ami M. Suda, d'avoir coorganisé la réunion. L'Australie et le Japon s'associeront de nouveau pour organiser ultérieurement une nouvelle réunion parallèle d'experts consacrée à la vérification du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, qui sera une prochaine occasion de prolonger la réflexion sur les définitions qui devront figurer dans cet instrument.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur Woolcott, de votre intervention précise et constructive sur une question qui est inscrite à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Maimeskul, de l'Ukraine. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Maimeskul** (Ukraine) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis convaincu que votre présidence éclairée nous aidera à atteindre notre objectif ultime, à savoir l'adoption d'un programme de travail de la Conférence du désarmement et, partant, la reprise des travaux de fond de cette instance unique. Dans ce contexte, soyez assuré de l'appui indéfectible de ma délégation. Je souhaite également une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Haeryong, de la République de Corée, à qui je souhaite un séjour agréable et surtout productif à Genève.

L'Ukraine considère les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles comme une des priorités absolues de la Conférence du désarmement. La conclusion de cet instrument international important devrait largement renforcer le régime de non-prolifération et devenir la prochaine étape sur la voie du désarmement mondial. Il est, de toute évidence, urgent de parvenir à un compromis équilibré entre ces deux aspects et de permettre à la Conférence du désarmement de reprendre son travail de fond et de conserver son rôle central et unique en matière de désarmement. Tel est notre objectif commun, un objectif atteignable, j'en suis intimement convaincu.

Pourtant, sur un plan plus général, il ne faut pas oublier que le désarmement et la non-prolifération nucléaires ne sont pas des objectifs en eux-mêmes, mais uniquement des conditions essentielles à l'édification d'un monde plus sûr. Un des principes de base de l'actuel régime de non-prolifération consiste en un équilibre bien établi entre les trois piliers



du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que sont la non-prolifération, le désarmement et les techniques permettant d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

C'est pourquoi nos efforts en matière de non-prolifération et de désarmement ne doivent pas uniquement contribuer au renforcement de la sécurité régionale et mondiale. Ils doivent aussi faciliter l'apparition de conditions favorables à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans un cadre humain plus général et donner un élan au développement socioéconomique et à la prospérité dont nous avons tant besoin.

L'Ukraine est convaincue que des mesures efficaces de désarmement et de non-prolifération doivent faire de notre monde un monde plus sûr pour tous et créer les conditions nécessaires pour mettre autant que possible l'atome au service pacifique de l'humanité. Dans ce contexte, je voudrais souligner la récente initiative du Président de l'Ukraine, M. Victor Yanukovych, qui a convoqué à Kiev le Sommet de haut niveau sur la sécurité et l'utilisation innovante de l'énergie nucléaire.

Le Sommet, qui aura lieu le 19 avril 2011, s'inscrira dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion du vingt et unième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, et sera organisé parallèlement à une conférence internationale de haut niveau et à une conférence d'annonces de contributions au profit de la Chernobyl Shelter Fund and Nuclear Safety Account dans le but de permettre de mener à bien en temps voulu les projets de sécurisation du site.

Plus de 40 chefs d'État et de gouvernement, de même que des responsables d'organisations internationales, sont invités à prendre part à ces événements importants. Au nombre des personnalités ayant déjà confirmé leur participation figurent, entre autres, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Yukio Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Thomas Mirow, Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, M. Nursultan Nazarbaev, Président de la République du Kazakhstan, M. Zhang Dejiang, Vice-Président de la République populaire de Chine, M. François Fillon, Premier Ministre de la France, et M. Andrius Kubilius, Premier Ministre de la République de Lituanie.

L'initiative ukrainienne de convoquer ce sommet international est une nouvelle étape dans la mise en œuvre des engagements pris lors du Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire, à savoir promouvoir l'idée de la conversion des réacteurs fonctionnant à l'uranium fortement enrichi au profit d'un uranium faiblement enrichi, et garantir le droit des États non dotés d'armes nucléaires d'utiliser des matières et la technologie nucléaires à des fins pacifiques, conformément aux dispositions du TNP. Le Sommet de Kiev doit également s'inscrire pleinement dans un programme élargi de préparation du prochain sommet sur la sécurité nucléaire, qui aura lieu en avril 2012 en République de Corée.

S'il est vrai que la Conférence du désarmement ne ménage pas ses efforts pour débattre de l'avenir d'un instrument aussi important que le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, mon pays, l'Ukraine, de même que ses partenaires, a déjà commencé à mettre en œuvre leurs engagements en matière de protection des matières nucléaires contre des utilisations potentiellement dangereuses, ce qui représente des mesures concrètes vers l'objectif ultime d'un tel traité.

Dans ce contexte, je voudrais réaffirmer que l'Ukraine a respecté ses engagements en débarrassant ses centres de recherche nucléaire d'une quantité importante d'uranium fortement enrichi à la fin de 2010.

Nous pensons que les difficultés auxquelles le monde doit aujourd'hui faire face dans le domaine nucléaire appellent des efforts de non-prolifération et de désarmement à

l'échelle mondiale. Incontestablement, une approche responsable de la gestion du nucléaire civil constitue un préalable indispensable pour un avenir plus sûr.

Le Sommet de Kiev devrait donner lieu à l'adoption d'une déclaration propre à redynamiser les engagements pris pour renforcer la non-prolifération et à promouvoir le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire par la mise en place d'un cadre de confiance et de coopération. Il devrait en outre encourager les États à échanger autant que faire se peut du matériel, des matières et des renseignements scientifiques et techniques à cette fin.

Nous sommes fermement convaincus qu'une coopération bilatérale et multilatérale accrue en ce domaine incitera davantage de pays à utiliser des procédés innovants en matière d'énergie nucléaire, lesquels contribueront grandement au développement durable aux niveaux régional et mondial et au renforcement de la sécurité des installations nucléaires civiles.

Monsieur le Président, les personnalités de haut niveau qui ont fait des déclarations ici au début de la semaine ont réaffirmé la volonté de leurs pays de revitaliser la Conférence du désarmement et leur détermination à contribuer à ses travaux dans un souci de résultat.

Mettons-nous donc au travail!

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur, des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Wang Qun, Représentant permanent de la Chine. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Je voudrais aborder certaines questions de principe concernant le statut d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

En premier lieu, la Chine a toujours appuyé l'idée selon laquelle la Conférence du désarmement devrait négocier et conclure dès que possible un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Elle appuie la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en la matière et le plan d'action sur un traité sur la question des matières fissiles contenu dans le document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010, lequel prévoit que la Conférence du désarmement doit adopter un programme de travail équilibré et complet et engager des négociations en application du mandat Shannon. Dans une déclaration conjointe faite le 19 janvier 2011, les chefs d'État de la Chine et des États-Unis d'Amérique ont réaffirmé leur appui à l'ouverture, dès que possible, de négociations à la Conférence du désarmement, à Genève.

En deuxième lieu, la Chine a toujours affirmé que les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devaient se tenir dans le cadre de la Conférence du désarmement. Seules des négociations intergouvernementales ouvertes et transparentes, régies par le règlement intérieur de la Conférence du désarmement et associant l'ensemble des parties concernées, permettront de parvenir rapidement à un traité efficace et largement acceptable. La Chine prend acte des observations faites par M. Lavrov, Ministre russe des affaires étrangères, lors de la séance du 1<sup>er</sup> mars de la Conférence du désarmement, lequel a déclaré que les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devaient se tenir dans le cadre de la Conférence du désarmement et nulle part ailleurs, ce cadre étant le meilleur moyen de garantir la participation de tous les principaux pays concernés. Elle appuie pleinement ce point de vue.

En troisième lieu, la Chine est de l'avis que, lorsque nous examinerons les questions spécifiques relatives au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, nous devons définir clairement le cadre général du traité. Quelles sont les éléments et les rubriques qui seront, en fin de compte, intégrés au traité? Nous limiterons-nous au seul traité lui-même ou

y adjoindrions-nous des protocoles? Le traité doit-il rester général et se contenter d'affirmer des principes, ou doit-il être un traité complet de limitation des armements comprenant des dispositions spécifiques couvrant des aspects tels que les obligations de base, la portée de l'interdiction, la vérification et le cadre organisationnel? Lorsque nous aurons à nous prononcer sur l'importance relative des dispositions du futur traité, quel sera le lien entre le traité lui-même d'une part, et la non-prolifération et le désarmement nucléaires d'autre part? Si nous parvenons à un consensus sur les questions générales à travers des discussions appropriées, il nous sera plus aisé de saisir l'orientation des négociations à venir et d'engager des discussions spécifiques sur les différents aspects du futur traité.

En quatrième lieu, j'ai écouté avec attention la déclaration de l'Ambassadeur de l'Australie, notamment le moment où, s'exprimant en son nom personnel, il a présenté une synthèse de la réunion parallèle coorganisée par l'Australie et le Japon en marge de la Conférence du désarmement, il y a quelques jours. Il ressort de son exposé que les débats eux-mêmes ont été des débats de fond riches d'une quantité importante d'informations. Au total, 45 États membres de la Conférence du désarmement y ont participé. Dans le même temps, étant entendu que cette réunion parallèle et ses résultats sont extérieurs à la Conférence du désarmement, je crois aussi que ce type de débat serait certainement beaucoup plus utile s'il avait lieu dans le cadre de la Conférence, et s'il réunissait l'ensemble des 65 États membres. C'est là un autre aspect sur lequel les membres de la Conférence devraient se pencher plus attentivement. En outre, la Chine attachera une attention particulière aux points de vue que les États membres de la Conférence exprimeront aujourd'hui en ce qui concerne la question du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, elle fera des observations à propos de ces points de vue et elle présentera son propre point de vue en temps voulu.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Suda, Représentant permanent du Japon. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Suda** (Japon) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de souhaiter, au nom de ma délégation, une chaleureuse bienvenue à M. Kwon Haeryong, Ambassadeur de la République de Corée, pays voisin et ami du mien. Je voudrais m'associer à l'Ambassadeur Peter Woolcott pour remercier chacun, et plus particulièrement les personnes qui se sont déplacées depuis leur capitale respective pour participer à la réunion parallèle d'experts organisée conjointement par le Japon et l'Australie, au Palais des Nations, du 14 au 16 février. Je tiens à remercier tout particulièrement l'Ambassadeur Woolcott et sa délégation d'avoir préparé cette rencontre fort utile et de l'avoir présidée avec succès.

La réunion parallèle a montré que les participants étaient désireux d'engager immédiatement des négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles, et que le niveau du débat devrait être très élevé une fois que ces négociations auraient commencé. Elle a également donné aux participants l'occasion d'échanger des points de vue techniques et d'approfondir la compréhension de la question. Il est particulièrement utile de relever qu'un large éventail d'options a été proposé en vue de nos futurs débats. Dans ce contexte, ma délégation pense que le débat de fond qui a eu lieu lors de la réunion parallèle contribuera largement aux négociations à venir. Comme vient de le dire l'Ambassadeur de l'Australie, le Japon et l'Australie prévoient d'organiser prochainement une deuxième réunion qui portera plus particulièrement sur la vérification. J'espère que les délégués et les experts seront nombreux à y participer.

S'agissant de la question des définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, je voudrais aborder un certain nombre de points fondamentaux qui doivent nous guider dans l'examen de ce problème. La définition de matières dont la production doit être interdite doit effectivement constituer le principal

objectif d'un traité sur la production de matières fissiles, lequel vise à interdire la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes et de limiter quantitativement les stocks existants. C'est là l'élément le plus important, car nous devons veiller à empêcher l'apparition de lacunes juridiques par l'adoption de définitions trop restrictives. De surcroît, il faut se demander si les définitions doivent atténuer l'effet discriminatoire du régime institué par le TNP entre les États, selon qu'ils possèdent ou non des armes nucléaires.

Les définitions doivent donc être aussi larges que possible, sans toutefois porter atteinte aux utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. À cet égard, le Japon pense que la partie pertinente de l'article XX du Statut de l'AIEA relatif aux matières fissiles spéciales pourraient servir de base à une définition des matières fissiles dont la production serait interdite. D'aucuns affirmeront que, si nous adoptons une définition des matières fissiles interdites trop large, nous aurons à faire face à des difficultés pratiques en matière de vérification. Nous comprenons ses préoccupations, et nous devons être aussi concrets que possible sur ce point; toutefois, la question de savoir quels types de matières fissiles doivent faire l'objet d'une vérification effective est une question distincte qui doit être débattue dans le contexte d'une vérification effective.

Le mois dernier, le Gouvernement suisse a organisé un séminaire fort intéressant et utile sur l'irréversibilité du désarmement nucléaire, dans un petit village tranquille des abords de Montreux. Le principe d'irréversibilité a été considéré comme un des trois principes du désarmement nucléaire, parallèlement à la transparence et à la vérifiabilité, dans le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010. Alors qu'ils débattaient de la signification de l'irréversibilité en matière de désarmement nucléaire, les participants au séminaire ont étudié plusieurs scénarios possibles. Il est intéressant de relever que l'arrêt de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires a été jugé pertinent dans chacun de ces scénarios, ce qui signifie qu'en l'absence d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, un désarmement nucléaire irréversible est inconcevable. Bien entendu, nous devons aussi faire en sorte que le traité lui-même soit aussi irréversible que possible, par exemple en interdisant la reconversion d'installation de production à des fins d'armement et en interdisant le détournement des stocks civils existants à des fins militaires. Une des conclusions marquantes de l'étude consacrée à l'irréversibilité était qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles jouerait un rôle incontournable dans la réalisation d'un désarmement nucléaire irréversible. Cette conclusion, en particulier, nous impose d'ouvrir des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles aussi rapidement que possible à la Conférence du désarmement.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Kennedy, Ambassadrice et Représentante permanente des États-Unis d'Amérique.

**M<sup>me</sup> Kennedy** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi également de souhaiter une chaleureuse bienvenue à notre nouveau collègue de la République de Corée. La délégation américaine est heureuse de poursuivre la discussion sur la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, objectif de non-prolifération et de désarmement fixé de longue date par la communauté internationale.

Dans son allocution de lundi dernier, la Secrétaire d'État des États-Unis, M<sup>me</sup> Hillary Clinton, a souligné la volonté du Gouvernement des États-Unis de mener des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement. Elle a qualifié la Conférence du désarmement d'instance logique pour mener de telles négociations, ce qui est bien le cas. C'est pourquoi les États-Unis se félicitent des efforts déployés par l'Australie et le Japon pour jeter les bases de ces négociations, par

l'organisation de discussions parallèles d'experts en lien étroit avec la Conférence du désarmement. Ces efforts avaient pour objectif clair d'alimenter et d'appuyer les travaux de la Conférence du désarmement, de développer la confiance et de susciter un élan en vue de l'ouverture de négociations sur la question des matières fissiles.

Nous tenons tout particulièrement à remercier notre collègue l'Ambassadeur Woolcott pour la qualité de sa présidence lors de cette réunion parallèle. Nous voudrions également remercier l'ancien Directeur général adjoint de l'AIEA pour les garanties, M. Bruno Pellaud, qui a accepté d'être le Vice-Président et le Rapporteur de cette réunion. Nous sommes convaincus qu'en mobilisant ainsi les appétits intellectuels, tous nos gouvernements seront mieux informés des aspects essentiels d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles lorsque les négociations commenceront. Des réunions parallèles de ce type sont bienvenues et totalement justifiées, et elles doivent se poursuivre. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, les réunions parallèles, quelle qu'en soit la nature, peuvent faciliter les travaux de la Conférence du désarmement, et mon gouvernement est heureux de coparrainer, avec la Russie et la Chine, une réunion parallèle consacrée à la question de l'espace, qui aura lieu le mois prochain.

La première réunion parallèle consacrée au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, qui a eu lieu du 14 au 16 février au Palais des Nations, ne peut être perçue autrement que comme un franc succès. Selon nos chiffres, 45 États membres de la Conférence du désarmement et États ayant qualité d'observateurs ont participé à la réunion, la participation des équipes d'experts venues de capitales ou de Vienne ayant, quant à elle, augmenté de plus d'une dizaine; ces chiffres sont véritablement impressionnants. La négociation de ce traité essentiel suscite clairement un véritable enthousiasme et un appétit réel.

À juste titre, le débat approfondi du mois de février dernier consacré aux définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles a commencé par une question fondamentale: qu'entend-on par le terme «matières fissiles»? En outre, la question de la définition de la «production», qui est étroitement liée à celle de la définition de matières fissiles, a été posée. Pour les États-Unis, la difficulté consiste à définir les matières fissiles et la production d'une manière qui ne soit pas trop restrictive pour ne pas détourner l'objectif du traité, mais qui ne soient pas trop développée non plus pour ne pas empêcher le déroulement d'activité sans rapport avec cet objectif.

Le dialogue et les échanges de vues qui ont eu lieu au cours de la réunion parallèle ont aidé les participants à mieux comprendre ces questions essentielles, notamment le lien entre les paramètres techniques et les considérations d'ordre général.

Nous serions heureux qu'une autre réunion parallèle soit organisée sur le thème de la vérification d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Nous serons heureux de présenter nos réflexions concernant la structure et les objectifs du régime de vérification du traité. Nous pensons que la vérification doit être centrée sur les installations qui produisent ou qui sont capables de produire des matières fissiles. C'est pourquoi il est nécessaire de faire en sorte que ces installations de production soient correctement définies. Le succès des négociations à la Conférence du désarmement passe inévitablement par une compréhension du lien entre les définitions, le régime de vérification, la portée et l'architecture d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Qu'il me soit permis, en préparation d'une future réunion parallèle et au vu d'un certain nombre de questions qui ont été soulevées s'agissant de la position américaine, d'exposer la philosophie qui est la nôtre quant à la façon dont un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devra être structuré et d'expliquer pourquoi nous sommes favorables à certaines définitions.

Je commencerai par le commencement. Pour nous, l'objectif d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles est d'interdire la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

Pour cette raison, nous avons proposé une définition des matières fissiles qui vise à englober les matières susceptibles d'être utilisées pour fabriquer de telles armes. Elle correspond à la définition type que l'AIEA donne des «matières d'emploi direct». Personne n'affirme qu'on peut fabriquer des armes ou des dispositifs explosifs à partir d'uranium faiblement enrichi ou de plutonium à forte concentration de plutonium 238, et c'est pourquoi nous considérons qu'il s'agit là d'une approche conservatrice qui couvre l'objet fondamental et la raison d'être d'un traité.

En outre, notre définition de la production couvre les processus par lesquels les matières susceptibles d'être utilisées directement dans la fabrication d'armes sont créées. Il s'agit principalement de la séparation isotopique de l'uranium (enrichissement), et de la séparation chimique du plutonium d'avec les matières nucléaires irradiées (retraitement). Nul ne prétend qu'on peut fabriquer une arme directement à partir du combustible irradié présent dans les réacteurs.

L'approche que nous proposons en ce qui concerne la vérification reposerait sur la surveillance des installations capables de produire des matières fissiles et de toutes les matières fissiles nouvellement produites. Cette approche découle directement de l'idée de base qui sous-tendrait le traité et de ces définitions. Elle vise à contenir les coûts de mise en œuvre tout en réalisant les objectifs du traité. Une telle structure a pour objet – et c'est là un élément essentiel – de compléter le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires: nous ne voyons pas pourquoi des obligations supplémentaires au titre d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devraient être imposées aux États non dotés d'armes nucléaires non parties à ce traité qui ont conclu des accords de garanties généralisées appuyées par un protocole additionnel.

Comme indiqué précédemment, on pourrait concevoir des obligations plus restrictives, mais se poserait alors la question de savoir si les objectifs du traité seraient atteints ou non. L'impossibilité de vérifier la production de matières directement utilisables dans la fabrication d'armes nucléaires donnerait la possibilité de détourner ces objectifs. Inversement, on pourrait imaginer un traité de portée plus large assorti de modalités de vérification plus large, mais dans ce cas, nous ne manquerions pas d'affirmer que cette approche serait plus coûteuse sans pour autant gagner en efficacité.

Nous espérons que ces informations contribueront à éclaircir la position américaine concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, et c'est avec plaisir que nous avons entendu notre estimé collègue chinois faire part de son désir de débattre de cette question en séance plénière. Nous serons heureux de revenir avec de plus amples détails sur toutes ces questions au cours de futures discussions.

La Conférence du désarmement demeure pour nous une instance de négociation multilatérale essentielle et, qui plus est, l'unique instance de ce type dans le monde. Nous espérons qu'elle s'attaquera bientôt à l'ensemble des questions scientifiques, techniques et diplomatiques associées à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles dans le contexte de véritables négociations qui, comme l'a souligné la Secrétaire d'État Hillary Clinton le 28 février dernier, doivent commencer sans plus tarder.

Si vous me le permettez, j'aimerais conclure mon intervention par une citation de la Secrétaire d'État qui, je crois, mérite d'être répétée à tous ceux qui souhaitent voir la Conférence du désarmement exercer la responsabilité vitale qui est la sienne et négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles:

«J'espère ... que nous allons à présent assister à des actes de la part d'une instance qui a tant fait pour le monde pendant tant d'années. La Conférence est le cadre, et vous êtes les responsables qui doivent prendre ces décisions. Il serait regrettable que de telles décisions ne soient pas prises eu égard à ce traité. Les États-Unis sont prêts à appuyer l'ouverture de négociations, à faire le maximum pour tenter de concilier les intérêts nationaux des différents pays, et à produire enfin ce traité. Faute d'y parvenir, nous estimons que cette question est trop importante pour être bloquée indéfiniment.».

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne la parole à l'Ambassadeur Kwon, Représentant permanent de la République de Corée. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Kwon** Haeryong (République de Corée) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, chers collègues, permettez-moi tout d'abord de vous remercier des chaleureuses paroles de bienvenue qui m'ont été adressées par le Président et par mes collègues. C'est la première journée que je passe ici, et je voudrais donc simplement dire bonjour à mes collègues.

C'est pour moi un plaisir et un honneur de diriger la délégation coréenne à la Conférence du désarmement, berceau de tant d'accords importants pour le désarmement. Je suis au courant de la paralysie qui bloque la Conférence, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Ce blocage, qui a fait suite à l'adoption du TICE, forme un contraste saisissant avec les récents et importants progrès réalisés dans le domaine du désarmement multilatéral, particulièrement par les grandes puissances nucléaires.

Cela étant, j'éprouve des sentiments mêlés de crainte et d'attente concernant ma mission à la Conférence du désarmement. Je sens que nous sommes tous sur le même bateau, ce qui nous impose de faire preuve de sagesse collective.

Monsieur le Président, j'ai hâte de profiter de votre clairvoyance, de votre sagesse et de votre aimable coopération. Je vous confirme que ma délégation est disposée à vous appuyer et à coopérer pleinement aux travaux de la Conférence.

**Le Président** (*parle en anglais*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur, de vos paroles aimables et de volonté de continuer à contribuer aux travaux de cette instance. Je donne la parole à l'Ambassadeur Akram, Représentant permanent du Pakistan. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue, l'Ambassadeur de la République de Corée. Nous avons hâte de travailler avec lui.

Ces derniers jours, un certain nombre de déclarations presque exclusivement consacrées au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ont été faites. Certes, la nécessité d'engager des négociations sur un tel traité y était soulignée, mais les problèmes sous-jacents, qui sont essentiels, n'ont pas encore été traités dans le détail. Dans notre déclaration d'aujourd'hui, je voudrais m'arrêter sur certains des enjeux essentiels qui entourent la question d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Dans plusieurs de nos précédentes déclarations, nous avons affirmé qu'il ne fallait attendre d'aucun État qu'il s'engage dans des négociations sur la non-prolifération, la limitation des armements et le désarmement si ces négociations étaient contraires aux intérêts de sécurité de cet État. C'est pour cette raison évidente que la Conférence du désarmement, qui fait partie du mécanisme international de désarmement, travaille sur la base du consensus, lequel assure à tous les États une sécurité égale. L'expérience de la Conférence illustre véritablement ce truisme.

La place accordée aujourd'hui au traité sur les matières fissiles traduit une tendance constante visant à ne négocier que les accords qui ne menacent ni ne compromettent les intérêts de sécurité de certains États, notamment des grandes puissances. La Convention sur les armes biologiques et à toxines et la Convention sur les armes chimiques n'ont été négociées que lorsque la possession d'un grand nombre d'armes nucléaires a rendu les systèmes d'armes chimiques et biologiques superflus et inutiles.

De même, les grandes puissances n'ont été disposées à ne conclure le TICE qu'après avoir été en mesure de mener un nombre suffisant d'essais nucléaires, de nouveaux essais étant devenus superflus. Il en va de même pour ce qui est du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Aujourd'hui, après avoir constitué des stocks considérables d'armes nucléaires et de matières fissiles, notamment d'uranium fortement enrichi et de plutonium de qualité militaire susceptibles d'être convertis rapidement en ogives nucléaires, ces grandes puissances sont prêtes à conclure un traité, mais un traité qui n'interdira que la production à venir de matières fissiles.

Cette approche ne leur coûte rien, car elle ne porte en rien atteinte à leur sécurité. Pour cette raison, un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ne coûterait rien à ces grandes puissances, au même titre que la Convention sur les armes biologiques, la Convention sur les armes chimiques et le TICE.

Il est par ailleurs intéressant d'observer qu'à l'image de ces traités, le traité proposé ne serait pas une «vraie» mesure de désarmement. Seul un traité interdisant la production à venir et portant sur la réduction des stocks constituerait une véritable mesure de désarmement. En fait, on peut même considérer qu'un tel traité serait même une mesure de non-prolifération, car les stocks existants importants de matières fissiles peuvent être convertis rapidement en armes.

De même, un tel traité ne couvrirait pas des matières fissiles telles que le neptunium 237 et l'américium 241, 242 et 243, le plutonium de réacteur ou les matières fissiles utilisées pour la propulsion navale et spatiale, de sorte qu'il ne représenterait pas non plus un véritable instrument de non-prolifération.

Le Pakistan n'a de cesse de soulever la question de l'inclusion de l'américium 241, 242 et 243 et du neptunium 237 dans la définition des matières fissiles devant figurer dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Le neptunium 237 et les isotopes d'américium 241, 242 et 243 sont des matières qui peuvent être utilisées pour des armes. Il semble qu'une superpuissance ait produit un dispositif à base de neptunium à des fins d'expérimentation, et que ses scientifiques aient approuvé le principe de l'utilisation de l'américium dans la fabrication d'armes nucléaires. Ces deux matières sont présentes dans les déchets issus des installations de retraitement et leur extraction requiert une technologie sophistiquée.

Plusieurs pays techniquement avancés ont également accumulé des quantités importantes d'américium et de neptunium séparés. Si ces deux matières restent en dehors du champ de la vérification d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, ces grandes puissances pourront disposer d'autres voies de prolifération, même si elles signent un traité dans la forme proposée actuellement.

Plusieurs pays utilisent également l'uranium fortement enrichi comme combustible pour leurs bâtiments de guerre, tels que les sous-marins, et ils ne seraient donc pas favorables à leur interdiction dans le cadre d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Cependant, il n'en reste pas moins que ces matières fissiles nucléaires leur demeureraient accessibles et qu'ils pourraient toujours les détourner pour fabriquer des armes nucléaires.



Dans le même ordre d'idées, le combustible irradié est constitué entre 50 % et 60 % de plutonium 239. Toutes les matières nucléaires contenant plus de 20 % de plutonium 239 sont des matières d'emploi direct pour des armes nucléaires. En conséquence, le Pakistan a toujours insisté sur l'inclusion du plutonium de réacteur dans le champ d'application du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

En outre, il est possible de produire et d'extraire des matières fissiles, de l'uranium 233, sans envoyer les matières irradiées vers une installation de retraitement. Cette nouvelle technique, quoique encore balbutiante, n'a fait l'objet que d'une faible attention. Elle consiste à obtenir de l'uranium 233, qui n'existe pas à l'état naturel, en utilisant des plaques de thorium dans les couvertures d'un surgénérateur. Le thorium présent dans le réacteur est converti en uranium 233 par capture neutronique. Ces matières fissiles ne seraient pas non plus couvertes par le traité, ce qui serait particulièrement pertinent pour les pays dotés de surgénérateurs qui échappent à tous les régimes internationaux de vérification. Les surgénérateurs au thorium devraient être couverts par un régime de vérification d'un traité sur les matières fissiles afin d'exclure la possibilité de produire, voire de séparer l'uranium 233, sans recourir à des installations de retraitement classiques.

Par ailleurs, les arrangements de convenance accordés à certains États dotés d'armes nucléaires non parties au régime du TNP ridiculiseront le traité sur les matières fissiles, comme ce fut le cas du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Groupe des fournisseurs nucléaires. Ces arrangements permettront aux bénéficiaires non seulement de détourner leurs propres stocks pour la production d'armes ou l'enrichissement des matières vers une qualité quasi militaire, mais aussi d'utiliser des matières fissiles officiellement importées à des fins civiles dans leurs surgénérateurs et leurs installations de retraitement afin, potentiellement, de fabriquer des armes, les accords de garanties avec l'AIEA concernant ces matières étant d'une portée et d'une vérifiabilité extrêmement limitée.

La Conférence du désarmement demeure l'unique instance permettant de débattre de l'ensemble des aspects d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et des autres points inscrits à notre ordre du jour, que ce soit en séance plénière ou lors des séances officielles. Le Pakistan reste prêt à participer à de telles discussions, tant qu'elles ne sortent pas du champ de compétence de la Conférence du désarmement.

Malheureusement, nous sommes témoins d'efforts qui ne peuvent que nuire à la Conférence du désarmement. Il est encore plus regrettable que des efforts aient été entrepris dans le but de remettre en question les fondements mêmes des règles qui ont toujours régi nos travaux. Ces manœuvres ne nous impressionnent guère.

Au lieu de proférer des menaces creuses d'isolement et de mener une campagne de désinformation à travers un média aux ordres, il serait plus utile de prendre en compte nos préoccupations de sécurité, qui sont justifiées. Comme je l'ai dit, aucun pays n'accepterait de compromettre ses intérêts vitaux de sécurité, et le Pakistan ne fait pas exception à la règle. Nous avons déjà démontré notre détermination et notre capacité à ne pas céder aux pressions ou à l'intimidation.

S'agissant des matières fissiles, nous avons fait savoir à plusieurs reprises que, pour les raisons que j'ai déjà évoquées, la Conférence du désarmement devait mener de véritables efforts de désarmement par la négociation d'un traité sur les matières fissiles qui interdirait non seulement la production à venir, mais aussi la réduction des stocks, et que ces efforts impliquent une approche plus large des questions se rapportant aux définitions, de la portée et de la vérification.

Dans le même temps, nous avons toujours affirmé qu'en attendant un accord sur la négociation d'un traité sur les matières fissiles, la Conférence du désarmement devait engager un travail de fond, y compris des négociations, sur le désarmement nucléaire et sur un traité sur des garanties de sécurité négatives. Ce sont là des points de l'ordre du jour sur lesquels la majorité des membres de la Conférence du désarmement et des Nations Unies ont accepté que nous négociions des traités multilatéraux juridiquement contraignants à la date la plus rapprochée possible.

Permettez-moi de dire, avant de conclure, que nous avons écouté l'intervention de l'Ambassadeur de l'Australie et pris connaissance du bref document qui a été distribué concernant la réunion parallèle; pour les raisons qui ont déjà été expliquées, nous n'avons pas pris part à cette réunion. Nous tenons à réaffirmer que pour nous, la réunion parallèle et le document distribué aujourd'hui n'ont aucune valeur au regard des travaux de la Conférence du désarmement.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Manfredi, Représentant permanent de l'Italie.

**M. Manfredi** (Italie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord m'associer à mes collègues pour souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur de la République de Corée qui, j'en suis convaincu, contribuera concrètement et utilement aux travaux de la Conférence, à l'image de son prédécesseur.

Je voudrais également remercier très sincèrement notre collègue australien de son rapport exhaustif et fort utile concernant la réunion parallèle que sa délégation et la délégation japonaise ont organisée il y a deux semaines, et qui était consacrée aux définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Comme je l'ai déjà fait observer, nous sommes très favorables à cette initiative, et espérons qu'elle pourra être renouvelée prochainement dans le but de traiter d'autres aspects essentiels d'un tel traité. En l'absence de négociations, ces réunions parallèles, qui demeurent proches du cadre de la Conférence du désarmement, nous permettent à tout le moins de centrer notre attention sur des questions spécifiques, d'analyser leurs caractéristiques et de jeter les bases de la négociation de ce traité essentiel.

Après avoir écouté avec attention l'exposé de l'Ambassadeur Woolcott, je voudrais faire quelques remarques préliminaires à propos des définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Pour nous, lorsque nous débattons de la question des définitions, particulièrement de la définition du terme «matières fissiles», dans le contexte d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, nous devons garder deux principes à l'esprit: le principe de faisabilité et le principe de crédibilité. Le principe de faisabilité comporte deux aspects: la faisabilité du point de vue de la production et de l'application, et la faisabilité de la vérification.

Par faisabilité du point de vue de la production et de l'application, nous voulons dire que notre définition des matières fissiles devra couvrir les matières qui, sur la base de la technologie et de l'équipement qui sont disponibles aujourd'hui ou qui le seront dans un avenir prévisible, ont de bonnes chances d'entrer dans la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires, à savoir les isotopes d'uranium et de plutonium correspondants. Nous savons, bien entendu, que du point de vue technique, d'autres éléments tels que l'américium et le neptunium peuvent aussi être utilisés, mais jusqu'à présent, pour un ensemble de raisons, ces éléments sont peu exploités. Je suis convaincu que la mise en œuvre d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles sera grandement facilitée si notre définition reste le plus possible en adéquation avec les conditions réelles et s'éloigne des scénarios purement théoriques.

La faisabilité de la vérification signifie que la définition des matières fissiles pour laquelle nous opterons devra permettre une vérification, mais sans complexités techniques

ni dépenses excessives. À cette fin, nous devons prendre pour référence la définition qui figure dans l'article XX du Statut de l'AIEA. Cependant, nous devons aussi garder à l'esprit le fait que cette définition a près de 50 ans, et qu'elle n'est probablement plus à jour. Nous devons donc l'adapter aux connaissances scientifiques et techniques actuelles, tout en faisant en sorte qu'elle demeure compatible avec les procédures de vérification actuelles de l'AIEA. Cela est d'autant plus nécessaire qu'à notre avis, pour une application efficace du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, il est préférable de faire en sorte que les vérifications soient confiées à l'AIEA. En effet, cette institution dispose à la fois de l'expérience opérationnelle, d'un personnel qualifié et de connaissances techniques. Cette approche s'inscrit dans le prolongement du précédent créé par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'appuie sur l'AIEA pour les mêmes raisons. Toute autre solution, en particulier la création d'un nouvel organe de vérification attaché à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, nécessiterait un surcroît de moyens humains et financiers, sans parler du temps perdu pour l'amener à son rythme de croisière.

La crédibilité, qui est le deuxième principe auquel nous devons nous conformer, est plus facile à expliquer. Pour dire les choses simplement, la solution que nous trouverons en ce qui concerne les définitions, particulièrement la définition des matières fissiles, devra permettre au produit final, à savoir le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, d'être un instrument international sérieux, juridiquement applicable et vérifiable, capable de jouer un rôle visible et concret à la fois pour le désarmement nucléaire et pour la non-prolifération.

C'est tout pour le moment. Nous avons hâte de lire le rapport de l'Ambassadeur Woolcott sur la récente réunion parallèle consacrée aux définitions. Ce rapport renfermera certainement des informations et des réflexions qui appelleront des commentaires de la part de chacun de nous.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur, de votre déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Grinius, Représentant permanent du Canada. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Grinius** (Canada) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je souhaite une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Haeryong.

(*L'orateur poursuit en français*)

Monsieur le Président, pour commencer, j'aimerais adresser les remerciements de ma délégation à l'Australie, au Japon et à la Suisse, ainsi qu'à toutes les délégations et aux experts qui ont apporté des contributions concrètes dans le cadre de la récente activité parallèle sur les définitions à faire figurer dans le traité sur les matières fissiles. Comme nos hôtes l'ont déjà souligné, leur intention n'était nullement de dégager des conclusions. Ce fut néanmoins un forum très utile pour examiner cet élément essentiel du traité, pour échanger des points de vue et pour exprimer notre propre position. Nous sommes favorables à la tenue de nouvelles activités comme celle-ci, que ce soit sur ce traité ou sur n'importe quel autre des quatre grands dossiers dont s'occupe la Conférence du désarmement.

M. Cannon, Ministre canadien des affaires étrangères, a insisté au début de la semaine sur l'importance que ma délégation attache à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Le Canada a présenté une série de documents de travail, notamment sur les définitions, la vérification et la portée, depuis l'adoption du mandat Shannon en 1995. En 2009, cette assemblée adoptait le document CD/1864, qui ouvrait explicitement la voie à la tenue de négociations en application du mandat Shannon. Par la suite, le Canada a piloté à une séance de la Première Commission une résolution qui engageait cette conférence à ouvrir de telles négociations. Cet automne, la même résolution a récolté toutes les voix sauf une. Cela démontre que ce n'est pas simplement la grande majorité des États membres de la

Conférence qui souhaite l'adoption de ce traité, mais la quasi-totalité des Membres de l'ONU. Le monde attend que l'on passe à l'action et que cessent les attermolements.

*(L'orateur poursuit en anglais)*

D'autres délégations l'ont indiqué, l'ouverture de négociations ne constitue qu'une première étape. La réunion parallèle a une nouvelle fois démontré que les négociations devraient couvrir une pléthore de questions techniques, institutionnelles, juridiques et politiques complexes se rapportant au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Sans préjuger de ces futures négociations, ma délégation voudrait faire certaines observations concernant les définitions, la portée et la vérification d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

En premier lieu, s'agissant des définitions, le Canada tient à souligner que selon lui, les matières fissiles aux fins du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devraient être définies comme les «matières d'emploi direct non irradiées», conformément à la nomenclature de l'AIEA (CD/1819). Nous pensons qu'il y a impérieuse nécessité à incorporer le neptunium, voire l'américium. Cependant, les négociateurs devront reconnaître que ces deux éléments ne posent pas les mêmes risques de prolifération l'un que l'autre et que l'uranium ou le plutonium séparé. Reste à savoir comment ces définitions devront être incorporées à un système de vérification. Certaines délégations ont proposé une définition plus large, englobant toutes les matières fissiles ou toutes les matières irradiées d'emploi direct; cependant, nous pensons qu'une telle définition imposerait une charge de travail superflue aux inspecteurs et aux États parties inspectés, sans améliorer notablement la sécurité. Nous commencerions par ce qui est faisable, à savoir une approche plus compatible avec le système de garanties existant.

En deuxième lieu, s'agissant de la portée, ma délégation voudrait souligner que cette question n'est pas uniquement liée à celle des stocks de matières fissiles existants, question incontestablement à la fois importante, complexe et controversée. Cependant, la question de la portée concerne également d'autres éléments importants, tels que la propulsion navale et le cycle du combustible nucléaire civil, et des applications telles que l'industrie et la médecine. Les négociations devront être menées dans un esprit de souplesse et de créativité eu égard à la question des stocks de matières fissiles. Il ne s'agira pas uniquement de savoir si les stocks devront être entièrement pris en compte ou non: les stocks prennent diverses formes, et les scénarios possibles de vérification et de traitement sont très divers. Au cours des négociations, nous devons transformer les déclarations de principe exprimées à la Conférence du désarmement en propositions concrètes et réalistes susceptibles d'être négociées. Nous accueillerons favorablement les propositions émanant de toutes les parties intéressées. Dans ce contexte, je remercie le Pakistan de sa déclaration d'aujourd'hui, et des points de vue qu'il a exprimés concernant la portée et la vérification.

Enfin, s'agissant de la vérification, le Canada réaffirme la position qui est la sienne, à savoir qu'un traité sur la production de matières fissiles devra être non discriminatoire dans son application à l'ensemble des États parties, et multilatéralement vérifiable. Cependant, nous soulignons que le terme «non discriminatoire» ne doit pas imposer de fardeau supplémentaire aux États parties au TNP qui ont conclu des accords de garanties généralisées avec l'AIEA et signé des protocoles additionnels.

S'agissant de savoir à qui la vérification serait confiée, le Canada est le premier à reconnaître que l'AIEA détient une masse de connaissances incomparables concernant le nucléaire et les garanties. Cependant, le rapport entre l'Agence et un futur traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ne va pas de soi, et il soulève un certain nombre de questions qui devront être examinées avec attention. L'Agence est déjà une organisation internationale complexe dont les actuelles ressources suffisent tout juste. Comme les stocks,

la vérification n'est pas une question de «tout ou rien», mais une question pour laquelle des arrangements innovants devront être étudiés sur la base des risques.

Pour conclure, la Conférence du désarmement ne fonctionne pas dans le vide. Comme l'a déclaré lundi dernier la Secrétaire d'État américaine, pendant que nous retardons l'ouverture des négociations, la production de matières fissiles pour des armes nucléaires se poursuit. Plus nous attendrons, plus le contexte stratégique international se détériorera. De plus, le principe d'une sécurité non diminuée pour tous impose l'obligation de parvenir à une interdiction de la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires, prochaine étape logique vers l'instauration d'un monde exempt de ces armes. Ce processus a été engagé avec le TICE, et nous devons le poursuivre avec le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. La récente réunion parallèle organisée par l'Australie et le Japon nous a donné un aperçu du degré de complexité de nos futures négociations.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Lauber, Représentant permanent de la Suisse. Vous avez la parole.

**M. Lauber** (Suisse) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais m'associer à mes collègues et souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Hareyong, de la République de Corée. Je vous souhaite bonne chance ici à Genève, et je me réjouis de pouvoir travailler avec vous et votre délégation.

Monsieur le Président, nous nous félicitons tout particulièrement des efforts que vous faites pour poursuivre les débats de fond suivant la structure mise en place par la présidence canadienne. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de partager le point de vue de ma délégation concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. La précédente séance plénière de la Conférence du désarmement a déjà été l'occasion d'un échange de vues fructueux.

L'initiative de l'Australie et du Japon d'organiser des réunions parallèles complémentaires ouvertes à toutes les délégations et portant sur un thème spécifique concernant un futur traité a aidé les délégations à mieux comprendre les aspects techniques d'un tel instrument. La Suisse salue cette initiative, raison pour laquelle nous y avons contribué en facilitant la participation de notre expert, M. Bruno Pellaud. Je remercie l'Ambassadeur Woolcott de son excellent exposé de ce matin, ainsi que des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation.

L'échange de vues ciblé qui a eu lieu entre les experts et les délégations a été particulièrement utile à nos yeux, car il a permis de délimiter les contours et la portée des différentes définitions et, ce faisant, de faire la lumière sur les différentes options à prendre en compte en vue d'un futur traité. Le rapport écrit dont l'Ambassadeur Woolcott a fait état il y a un instant permettra aux délégations à la Conférence d'être beaucoup mieux informées en vue des négociations à venir.

Nous comprenons que beaucoup de délégations ont le sentiment qu'il est prématuré d'affirmer une préférence claire pour telle ou telle condition étant entendu que les objectifs, la portée et le niveau de vérification d'un futur traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles restent à définir. Il s'agit de souligner à quel point les questions relatives aux objectifs et à la portée du futur traité sont étroitement liées aux objectifs et à la portée du futur traité. De toute évidence, les négociations officielles créeront l'environnement matériel et dynamique requis pour résoudre des questions complexes.

L'initiative de l'Australie et du Japon a été importante pour d'autres raisons. En premier lieu, elle a montré qu'avec de la volonté politique, la communauté genevoise du désarmement pouvait progresser dans le cadre de l'ordre du jour de la Conférence du

désarmement. La délégation suisse est ouverte à l'idée de participer et de contribuer à des réunions de même nature sur d'autres questions centrales telles que le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En deuxième lieu, cette initiative a montré que l'examen des questions complexes dont la Conférence était saisie ne pouvait être reporté en raison de blocages sur des questions de procédure, mais qu'il était possible de l'appréhender de façon novatrice. En fait, les débats de ce type contribuent à préparer le terrain en vue de négociations officielles, qu'ils contribueront également à enrichir.

Enfin et surtout, les réunions parallèles ont également démontré que des débats ciblés de plusieurs jours associant des experts étaient beaucoup plus efficaces que toutes les formules que la Conférence avait tentées jusque-là, et qui consistaient à ne consacrer que quelques heures par semaine à peine à une question précise. Cette réalité montre qu'il est nécessaire de créer des organes subsidiaires sur l'ensemble des quatre questions centrales, de façon à pouvoir progresser.

Certes, nous soulignons une fois de plus qu'un tel cadre informel à la marge de la Conférence du désarmement ne saurait se substituer à des négociations effectives, mais nous saluons la volonté de l'Australie et du Japon d'organiser de nouveaux séminaires consacrés aux questions relatives au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, et nous avons l'intention de continuer à jouer un rôle actif dans ce processus.

Avant de conclure, permettez-moi d'appeler l'attention de mes collègues sur trois points, qui concerne les méthodes de travail de la Conférence en général. En premier lieu, dans le cadre du suivi de la réunion de haut niveau destiné à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales de désarmement, ma délégation pense qu'une contribution genevoise est nécessaire, car elle traduit la réalité concrète de la Conférence du désarmement.

En deuxième lieu, nous pensons qu'il est temps d'examiner les avantages et inconvénients d'un programme de travail simplifié qui reposerait sur une proposition concrète. Nous avons la volonté d'examiner une telle démarche, et nous sommes intéressés par les points de vue des autres délégations.

En troisième lieu, nous avons été réconfortés d'entendre se multiplier les appels à une plus grande ouverture de la Conférence du désarmement à la société civile. Nous attendons avec impatience la séance avec la société civile qui doit se tenir plus tard dans la journée, à l'initiative de la délégation canadienne. Nous espérons qu'un mécanisme approprié pourra être mis en place dans le cadre des séances plénières de la Conférence du désarmement, afin de permettre des échanges réguliers avec la société civile. Il est important que cette instance mette un terme à l'exclusion anachronique et inutile de la société civile.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur, de votre intervention. Nous avons pris bonne note de vos dernières remarques. Je donne la parole à M. Singh Gill, représentant par intérim de l'Inde. Vous avez la parole.

**M. Singh Gill** (Inde) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, qu'il me soit permis de souhaiter la bienvenue parmi nous à l'Ambassadeur Kwon Haeryong, de la République de Corée, et de l'assurer, au nom de l'Ambassadeur Rao, de l'entière coopération de la délégation indienne alors qu'il entre en fonctions.

Aujourd'hui nous voudrions faire quelques brèves observations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, à la lumière de l'exposé présenté par l'Ambassadeur de l'Australie, que nous remercions, et du débat auquel il donne lieu, concernant les discussions qui se sont déroulées lors de la réunion parallèle du mois dernier.

Comme nous l'avons fait observer dans notre déclaration lors de la séance plénière du 17 février 2011, les débats de la réunion parallèle ne sont ni des négociations ni des prénégociations. Leur objectif est uniquement de promouvoir une compréhension des aspects techniques, d'instaurer la confiance et de susciter un élan en vue de l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, sur la base du mandat Shannon. Nous avons également fait observer que tous les pays concernés n'étaient pas représentés à la réunion, et que beaucoup de pays qui y ont participé ne l'ont pas fait de manière approfondie. Aussi, le résumé des débats ne peut être autre chose que ce qui a été annoncé, à savoir une évaluation personnelle du Président concernant les débats techniques qui se sont déroulés dans le cadre des contraintes de ce forum et de son format, et il ne préjuge en rien des positions de fond des délégations sur la question des définitions devant être incluses dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Les options et leur «sélectionnabilité» sont une bonne chose, mais lorsque nous commencerons à les intégrer dans des tableaux bidimensionnels, nous entamerons déjà un processus de sélection politique à partir d'options techniques, une tâche qu'il est préférable de garder pour les négociations.

Comme nous l'avons indiqué dans notre intervention du 3 février 2011, l'Inde a toujours été favorable à l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, dans le cadre d'un programme de travail concerté, et ce, sans préjuger de la priorité que nous accordons au désarmement nucléaire. L'Inde peut continuer à participer aux discussions sur le traité dans le cadre des réunions plénières de la Conférence du désarmement ou de réunions parallèles, lesquelles ne peuvent ni se substituer à des négociations officielles sur un traité au sein d'un organe subsidiaire de la Conférence du désarmement, conformément à son règlement intérieur, ni s'imposer aux délégations. Pour le traité sur les matières fissiles comme pour toute autre question qui touche à sa sécurité nationale, il ne faut pas attendre de l'Inde qu'elle se déclare liée par des documents auxquels elle n'a pas donné son plein accord.

Enfin, Monsieur le Président, s'agissant des questions que vous avez soulevées au début de notre séance d'aujourd'hui, il est heureux que nous ne soyons pas obligés de repartir de zéro. Trois fois, dans le passé, cette instance a été sur le point d'ouvrir des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, sur la base de cet acquis. Nous affirmons notre position aujourd'hui en séance plénière de façon à ce qu'elle puisse être reflétée dans le compte rendu de la Conférence.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur. Je donne la parole à l'Ambassadeur Hoffmann, Représentant permanent de l'Allemagne. Vous avez la parole.

**M. Hoffmann** (Allemagne) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je m'associe aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Haeryong à la Conférence du désarmement.

Je voudrais exprimer mon appréciation et ma gratitude aux délégations australienne et japonaise d'avoir fait l'effort d'organiser une réunion parallèle consacrée aux questions relatives aux définitions et à la portée d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Je tiens à remercier l'Ambassadeur Woolcott de son compte rendu à la fois de qualité et détaillé consacré aux débats intéressants que nous avons eus pendant trois après-midi, le mois dernier, et auxquels ont activement participé des experts venus de la communauté scientifique. Je crois que ces débats ont clairement démontré non seulement l'utilité, mais aussi la nécessité d'un processus constant de débats, afin de clarifier des questions conceptuelles complexes et de permettre à la Conférence du désarmement de résoudre le problème des matières fissiles d'une manière qui réponde aux exigences attachées à tout accord contraignant digne de ce nom.

Un des intérêts de ces réunions de fond réside dans leur caractère très informel, qui signifie, notamment, que les points de vue qui s'expriment ne sont pas imputés à leurs auteurs. Le débat devient ainsi plus ouvert, plus franc, et, donc, plus fructueux. Certes, nous nous félicitons de ce que, dans le même temps, nous soyons très intéressés par la poursuite d'un échange de vues quant au fond sur ces différentes questions, que ce soit ou non dans le cadre de la Conférence du désarmement elle-même, lors de réunions officielles ou lors de réunions officieuses, car c'est bien entendu ici, à la Conférence du désarmement, que les questions relatives au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, telles que les questions inscrites à l'ordre du jour, devront être examinées plus avant. C'est pourquoi, aujourd'hui, je voudrais faire quelques observations concernant notre façon de voir le fond de la question, à la lumière des discussions qui ont eu lieu avec les experts au cours de la réunion parallèle.

D'une façon générale, nous avons eu l'impression que beaucoup étaient de l'avis que la question des définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles devait être abordée en se fondant sur les termes employés par l'AIEA. Tout d'abord, il y a à cela des raisons purement pragmatiques, au sens où rien n'impose évidemment de réinventer la roue alors que nous disposons déjà d'un système qui fonctionne bien depuis plus de quarante ans, et dont l'objectif est de faire en sorte que les États dotés d'armes nucléaires et parties au TNP ne produisent pas de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires. Cependant, il y a aussi un aspect plus profond et, si vous me le permettez, plus politique. Si on se base sur l'hypothèse selon laquelle un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles reposerait sur un ensemble de définitions fondamentalement différentes de celles qui sont utilisées dans le cadre du système de garanties de l'AIEA, nous risquerions véritablement de mettre ce même système de garanties en péril, car on se demanderait, à juste titre, pourquoi deux ensembles de règles différentes devraient s'appliquer à des problèmes pratiquement identiques. Cette conséquence devrait, nous semble-t-il, être examinée très attentivement.

Permettez-moi, à ce stade, de présenter de façon très générale le contenu minimal qui devrait, selon l'Allemagne, être celui d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles: une interdiction de la production de matières fissiles d'emploi direct pour la fabrication d'armes nucléaires suivant les définitions de l'AIEA; une interdiction du transfert à des fins militaires de matières fissiles produites à des fins civiles avant ou après l'entrée en vigueur du traité; une interdiction de la réutilisation des matières issues de l'exécution des mesures de désarmement.

Ma délégation se fera un plaisir de prendre part aux discussions qui seront consacrées à ces différentes questions, et elle attend avec impatience la tenue de nouveaux débats, que ce soit ici, à la Conférence du désarmement, ou ailleurs.

Je voudrais maintenant, si vous me le permettez, commenter brièvement la déclaration que vient de faire l'Ambassadeur Akram, déclaration que j'ai écoutée avec la plus grande attention. Si je l'ai bien compris, il nous dit, pour l'essentiel, que pour qu'un traité sur les matières fissiles soit utile, les questions relatives aux définitions, aux stocks et à la vérification doivent être abordées suivant une approche large. Ce point de vue me paraît légitime, qu'on le partage ou non. Je dois dire que j'ai été très impressionné par le niveau de détail avec lequel mon ami l'Ambassadeur Akram traite ces questions complexes. Pourtant, en écoutant sa déclaration, je me disais que toutes ces questions devaient être traitées dans le cadre de négociations et que les négociations étaient précisément faites pour cela. Au bout d'un moment, en écoutant ses commentaires détaillés, je me suis dit qu'on pouvait presque former l'espoir d'être déjà concrètement engagés dans des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.



**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne la parole à la représentante en exercice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M<sup>me</sup> Adamson. Vous avez la parole.

**M<sup>me</sup> Adamson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais, comme mes collègues, souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Kwon Haeryong à la Conférence du désarmement.

Dans une précédente déclaration consacrée au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, le Royaume-Uni s'est aligné sur la position de l'UE. Je voudrais simplement développer et actualiser certaines observations.

Je voudrais tout d'abord réaffirmer que le Royaume-Uni est attaché à l'objectif à long terme d'un monde sans armes nucléaires et au processus multilatéral de désarmement. Nous prenons au sérieux les obligations de désarmement que nous avons contractées au titre du TNP, et nous avons progressé concrètement vers cet objectif depuis la Conférence d'examen du TNP de 2010, notamment à travers les mesures de désarmement importantes inscrites dans notre revue stratégique de défense et de sécurité d'octobre 2010.

La négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement doit rester une priorité pour la communauté internationale, si nous voulons progresser sur la voie du désarmement et de la non-prolifération. Elle représente la prochaine étape logique sur la voie d'un monde sans armes nucléaires.

Pour être à la hauteur des ambitions de la communauté internationale et renforcer utilement le cadre mondial de désarmement et de non-prolifération, le traité, qui devra interdire de façon vérifiable la production future de matières fissiles destinées à être utilisées pour des armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, devra associer l'ensemble des principaux acteurs dans le domaine du nucléaire.

Pour cette raison, le Royaume-Uni tient à souligner une nouvelle fois sa détermination à engager des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement. Nous exhortons une nouvelle fois les membres à parvenir à un consensus sur l'adoption d'un programme de travail concerté pour 2011. Pour faire en sorte que les membres de la Conférence du désarmement puissent démontrer à la communauté internationale qu'ils progressent dans la réalisation des engagements pris dans le cadre du plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010, ce programme de travail devra prévoir des discussions sur l'ensemble des points de l'ordre du jour et l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Le Royaume-Uni tient à remercier les délégations australienne et japonaise d'avoir organisé, dans le contexte de la Conférence du désarmement, du 14 au 16 février 2011, la réunion parallèle sur les définitions à inclure dans un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Il remercie en outre l'Ambassadeur Woolcott de son exposé très détaillé de ce matin.

Le Royaume-Uni a vu dans cette réunion parallèle une occasion utile d'examiner certaines questions, notamment la question des définitions, qui seraient susceptibles d'entrer dans le champ d'application d'un traité. C'est pourquoi il a pris part aux discussions d'experts. J'ai noté que l'Ambassadeur Woolcott avait indiqué que, lors d'une prochaine réunion parallèle, nous pourrions revenir sur certaines des questions déjà examinées dans le contexte des définitions. Ma délégation serait très heureuse d'avoir l'occasion de faire le point sur les précédents débats. Notre participation à ces réunions parallèles doit être perçue comme la manifestation de notre détermination à progresser vers la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles dans le contexte de la Conférence du désarmement.

Nous espérons que l'élan suscité par cette réunion de même que les discussions plénières productives que nous avons eues à propos des quatre questions centrales contribueront à convaincre les États qui pourraient continuer à bloquer l'adoption d'un programme de travail qu'une telle attitude ne sert pas leurs intérêts. Je ne dis pas cela dans le but de faire pression ou d'intimider qui que ce soit, mais pour faire comprendre qu'à en juger par ce que nous avons entendu ce matin, les personnes qui n'ont pas assisté à la réunion parallèle auraient beaucoup à apporter à nos discussions. Mon message est donc le suivant: venez, et rejoignez-nous.

Le Royaume-Uni se déclare à nouveau convaincu que la force de la Conférence du désarmement réside dans le fait qu'elle se montre respectueuse des intérêts de sécurité nationaux de chacun de ses membres à travers son règlement intérieur. La règle du consensus protège ces intérêts, aussi bien lors de la phase de négociation d'un traité que lors de sa signature et de sa ratification. Dans ce contexte, je voudrais relever une expression employée dans sa déclaration par l'Ambassadeur du Pakistan, qui a indiqué qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ne couvrirait pas certains isotopes. Nul d'entre nous ne sait quelle sera la portée du futur traité, car nous n'avons pas encore commencé à le négocier. Je ne crois pas que nous puissions dire à ce stade quelle sera la portée du futur traité. Raison de plus pour participer aux débats, aux débats très fructueux auxquels donnent lieu ces réunions parallèles.

La règle du consensus ne doit toutefois pas être employée par tel ou tel pays pour empêcher la Conférence du désarmement de faire quoi que ce soit. Nous réaffirmons notre volonté d'engager des discussions sur les quatre questions centrales dont est saisie la Conférence du désarmement, questions qui doivent être débattues dans le cadre d'un programme de travail. Nous appelons une nouvelle fois la Conférence du désarmement à progresser de façon effective vers la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles au cours de sa session de 2011.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Madame. Je donne la parole à M. Khelif, représentant en exercice de l'Algérie. Vous avez la parole.

**M. Khelif** (Algérie) (*parle en arabe*): La délégation algérienne tient tout d'abord, comme les orateurs précédents, à souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur de la République de Corée. Elle a hâte de travailler avec lui à la Conférence du désarmement.

La délégation algérienne souhaite prendre la parole aujourd'hui pour s'exprimer au titre du point 2 de l'ordre du jour de la Conférence, à savoir la prévention d'une guerre nucléaire, regroupé avec le point 1 pour le débat d'aujourd'hui pour des raisons purement pratiques. Elle tient à souligner l'importance de ce point de l'ordre du jour au vu des risques qu'une guerre nucléaire représenterait pour l'avenir de toute l'humanité. Bien entendu, il faut empêcher la guerre, quelle qu'elle soit et quels qu'en soient les moyens, et c'est pour cette raison que l'Organisation des Nations Unies a été créée. Cependant, la question d'une guerre nucléaire est bien plus sérieuse lorsqu'on considère les risques d'extermination et de destruction irréversibles et pour longtemps. L'arsenal nucléaire existant est colossal, et la doctrine nucléaire invoquée par certains États dotés d'armes nucléaires, qui admet l'autorisation de telles armes, même contre des États qui n'en possèdent pas, ne fait qu'aggraver le risque de guerre nucléaire. Le moyen le plus sûr d'empêcher une guerre nucléaire consiste à éliminer totalement et de façon irréversible les armes nucléaires, suivant des procédures transparentes et soumises à une vérification internationale efficace. En attendant la réalisation de cet objectif, il est essentiel de rechercher des moyens de réduire le risque du recours à l'arme nucléaire.

Les États dotés d'armes nucléaires qui sont également parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires se sont engagés, lors de la dernière Conférence d'examen, au titre de l'action 5 du plan d'action, à accélérer les progrès concrets sur les

mesures tendant au désarmement nucléaire, énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, de façon à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales, sur la base d'une sécurité non diminuée et plus grande pour tous. À cette fin, la Conférence a appelé les États dotés d'armes nucléaires parties au Traité à progresser rapidement vers un certain nombre d'objectifs, en particulier: à réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité; et à examiner les politiques susceptibles d'empêcher le recours aux armes nucléaires et d'aboutir à terme à leur élimination, de réduire le danger de guerre nucléaire et de contribuer à la non-prolifération et au désarmement nucléaires. Des mesures telles que celles-ci pourraient contribuer à réduire le risque de guerre nucléaire, et la Conférence du désarmement est l'instance la plus à même d'entreprendre des consultations destinées à poser les fondements d'un avenir sûr pour l'humanité et d'éliminer les risques de guerre nucléaire.

L'Algérie a toujours appuyé le document 1864, mais si une autre approche est retenue en ce qui concerne le programme de travail, elle devra souligner l'importance du point 2 de l'ordre du jour. S. E. l'Ambassadeur Idriss Jazaïry a déjà présenté la position de l'Algérie concernant le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Je remercie le représentant en exercice de l'Algérie de ses observations. S'agissant du point 2 de notre ordre du jour, je crois que les précieuses interventions d'aujourd'hui nous ont permis d'alimenter le débat général engagé sous la présidence canadienne, et j'espère qu'elles seront aussi utiles à nos futurs travaux.

Je crois également que nos travaux consacrés au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles s'approfondissent de plus en plus. Je poursuivrai mes observations dans un moment, car je vois que la délégation iranienne souhaite intervenir. Elle n'était pas inscrite sur ma liste. Je donne la parole au Représentant permanent de la République islamique d'Iran. Je vous prie de m'excuser, cette demande ne figurait pas sur ma liste. Vous avez la parole.

**M. Daryaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, chaque délégation est, bien sûr, à tout moment de la séance, en droit de lever son drapeau et de s'exprimer, même si cela n'est pas prévu à l'avance.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur de la République de Corée. Nous tenons à l'assurer de notre appui et de notre coopération indéfectibles et à lui souhaiter le plein succès dans l'exercice de ses fonctions.

Nous attachons une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Nous attachons aussi une grande importance au règlement intérieur de cette auguste instance.

La première des priorités de la Conférence du désarmement consiste à convenir d'un programme de travail équilibré et complet, dans le but d'engager des négociations de fond sur les questions inscrites à l'ordre du jour et, dans ce contexte, nous souhaitons l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet qui permette l'ouverture de négociations sur les quatre questions centrales. Le désarmement nucléaire constitue notre priorité absolue à la Conférence du désarmement. Nous ne voyons aucune difficulté à l'idée d'ouvrir des négociations officielles sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, dans les conditions que nous avons déjà spécifiées à maintes reprises dans nos précédentes déclarations. Le principal critère est que ce traité doit contribuer au désarmement nucléaire, et le meilleur moyen d'y parvenir consiste à englober les stocks de matières fissiles déjà produits par les États dotés d'armes nucléaires. Nous pensons que cet effort restera vain si les stocks ne sont pas pris en compte.

Nous avons écouté avec la plus grande attention les observations que viennent de faire nos différents collègues, et nous avons appris que beaucoup de délégations n'avaient pas participé à la réunion parallèle, et que beaucoup de celles qui y avaient participé n'avaient pas pris activement part aux débats. La réunion parallèle n'était ni une négociation ni une prénégociation. De notre point de vue, l'exposé que vient de présenter l'Ambassadeur de l'Australie est le fruit d'une initiative nationale, et il n'a aucune valeur dans le contexte officiel des travaux de la Conférence du désarmement. Les tentatives consistant à accorder une importance démesurée à cette question sont inacceptables. C'est pourquoi, je voudrais, en conclusion, souligner que nous devons éviter de faire quoi que ce soit qui nuise à la crédibilité de cette auguste instance.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran. Mon cher ami, je ne vous avais pas vu lever votre drapeau, mon esprit était ailleurs. Il n'était pas concentré sur la liste.

Comme je le disais il y a un instant, je suis convaincu que nous avons alimenté le débat engagé il y a quelques semaines sous la présidence canadienne. Je crois aussi que nos travaux concernant le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles s'approfondissent de plus en plus. Pourtant, des messages politiques clairs ont aussi été adressés.

Plusieurs points de vue ont été exprimés en ce qui concerne les définitions des termes «matières fissiles», «production», «vérification», «portée» et «couverture», des liens avec l'AIEA et des nouvelles avancées technologiques, et ces points de vue sont tous intéressants.

Selon moi, il est clair que cette question de même que les autres points de l'ordre du jour exigent que la Conférence entre dans une nouvelle étape, et j'espère que tel sera le cas. Soyez assurés que la présidence travaille pour atteindre ce but.

Avant de conclure la séance, et en ce qui concerne les éléments inscrits à l'ordre du jour provisoire, je voudrais souligner qu'au cours de la prochaine séance, nous nous concentrerons sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et j'espère que ce thème sera l'occasion d'un débat qui ressemblera à celui qui s'est déroulé aujourd'hui.

Je vois que l'Ambassadeur du Mexique a demandé la parole. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. Hernández Basave** (Mexique) (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur le Président. Nous vous prions de nous excuser d'interrompre vos remarques de conclusion. Je voudrais, au nom de la délégation mexicaine, prendre un bref moment pour exprimer notre gratitude et notre appréciation à l'Australie et aux autres pays qui, à l'image du Mexique, ont participé à la réunion parallèle, compte tenu, notamment, des conditions qui règnent à la Conférence du désarmement depuis des années.

Nous croyons que cette réunion a été positive et, comme l'a fort justement dit l'Ambassadeur de l'Allemagne il y a un instant, que nous sommes en train, d'une façon ou d'une autre, d'avoir des discussions de fond sur les questions centrales. La complexité d'un accord potentiel sur la question des matières fissiles fait désormais l'objet de paramètres de mieux en mieux définis. Nous commençons à nous faire une idée de la portée potentielle de l'instrument et des difficultés auxquelles nous pourrions être confrontés, et c'est là un pas dans la bonne direction. C'est dans ce contexte que nous voudrions faire part de notre gratitude et de notre appui aux délégations qui ont participé à cet exercice. Merci.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur. Avant de clore la séance, je voudrais donner la parole au représentant du secrétariat, le Secrétaire général adjoint de la Conférence.

**M. Sareva** (Secrétaire général adjoint de la Conférence) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, on m'a demandé de faire une annonce, qui concerne une réunion parallèle qui se tiendra immédiatement après la présente séance plénière. La Mission permanente du Canada et les membres du Comité des ONG pour le désarmement à Genève tiendront une réunion parallèle au cours de laquelle quatre représentants de la société civile présenteront des exposés sur les quatre questions centrales dont la Conférence du désarmement est saisie. Ces exposés seront suivis d'un temps de questions-réponses, et la réunion parallèle sera suivie d'une réception au cours de laquelle des rafraîchissements seront servis.

**Le Président** (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur, et merci également au Canada.

*La séance est levée à 12 h 30.*